

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 197

[C - 98/11401]

31 DÉCEMBRE 1998. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 19 juin 1995, relatif à l'information des conseils d'entreprise en matière d'emploi, en vue de l'introduction de l'euro

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie,
La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, notamment l'article 15, alinéa 1^{er}, k), et alinéa 2, y inséré par la loi du 30 mars 1994;

Vu la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1995 relatif à l'information des conseils d'entreprise en matière d'emploi, notamment l'article 6;

Vu le modèle de fiche annexé à l'arrêté ministériel du 19 juin 1995 relatif à l'information des conseils d'entreprise en matière d'emploi;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'euro sera introduit le 1^{er} janvier 1999; que, dès que possible, les formulaires requis pour la bonne application des lois précitées, doivent être adaptés;

Considérant les délais requis pour l'impression et la diffusion desdits formulaires, ainsi que la nécessité d'informer en temps utile les personnes appelées à les remplir,

Arrêtent :

Article 1^{er}. L'annexe de l'arrêté ministériel du 19 juin 1995 relatif à l'information des conseils d'entreprise en matière d'emploi, est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Bruxelles, le 31 décembre 1998.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 197

[C - 98/11401]

31 DECEMBER 1998. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 juni 1995, betreffende de voorlichting van de ondernemingsraden inzake tewerkstelling, met het oog op de invoering van de euro

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, inzonderheid op artikel 15, eerste lid, k), en tweede lid, ingevoegd door de wet van 30 maart 1994;

Gelet op de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1995 betreffende de voorlichting van de ondernemingsraden inzake tewerkstelling, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het model van de fiche gevoegd bij het ministerieel besluit van 19 juni 1995 betreffende de voorlichting van de ondernemingsraden inzake tewerkstelling;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de euro wordt ingevoerd op 1 januari 1999; dat zo snel mogelijk de formulieren moeten worden aangepast die vereist zijn voor de goede toepassing van voormelde wetten;

Gelet op de termijnen vereist voor het drukken en het verspreiden van deze formulieren en de noodzaak om de personen die ze moeten invullen tijdig te informeren,

Besluiten :

Artikel 1. De bijlage bij het ministerieel besluit van 19 juni 1995 betreffende de voorlichting van de ondernemingsraden inzake tewerkstelling wordt vervangen door de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Brussel, 31 december 1998.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Annexe à l'arrêté ministériel du 31 décembre 1998

Fiche statistique (1)

A remplir en francs belges (*) ou en euros (*)

(*) Cocher la case adéquate

Nom de l'entreprise :			
Numéro ONSS :			
Information concernant l'usage des mesures en faveur de l'emploiTrimestre...../.....Semestre.....(1)			
Mesures (2)	Nombre de travailleurs concernés		Avantage financier (3)
	Nombre (4)	ETP (4)	
1. Réductions de cotisations O.N.S.S.			
1.1. Plan d'entreprise	(5)	(6)	(7)
1.2. Bas salaires	(5)	(6)	(8)
1.3. Accords pour l'emploi 1997-1998	(5)	(6)	(9)
1.4. Plan d'embauche de chômeurs de longue durée	(5)	(6)	(10)
Sous-total			
2. Contrats successifs à durée déterminée	(11)	(6)	XXXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXX
Total des avantages financiers			
COUT SALARIAL TOTAL DE L'ENTREPRISE			(12)

(1) Fiche statistique à transmettre trimestriellement, par le chef d'entreprise ou son délégué, au conseil d'entreprise, au moment où sont données les informations visées à l'article 15, b), 1° de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (arrêté royal du 27 novembre 1973, article 24).

A défaut de conseil d'entreprise, les informations sont données à la délégation syndicale, dans les mêmes délais.

A défaut de délégation syndicale, les informations sont données semestriellement aux travailleurs, par voie d'affichage au même endroit que l'avis visé à l'article 15 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail.

(2) Mesures faisant l'objet d'une information :

- plans d'entreprise : plan de redistribution du travail donnant droit à une réduction de cotisations sociales de 37.500 francs par trimestre pour chaque travailleur supplémentaire embauché (articles 23 à 41 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, modifiée par la loi du 22 décembre 1995);

- bas salaires : réduction de cotisations sociales relative aux travailleurs dont le revenu est inférieur à 2.864 francs/jour ou 376 francs/heure (réduction de 50 %, 35 %, 20 % ou 10 % des cotisations sociales patronales, selon le niveau de salaire);

- accords pour l'emploi 1997-1998 donnant droit à une réduction de cotisations sociales de maximum 37.500 francs par trimestre pour chaque travailleur supplémentaire embauché;

- plan d'embauche des chômeurs de longue durée : plan d'embauche pour la promotion de recrutement des demandeurs d'emploi (articles 60 à 66 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, modifiés par les lois du 3 avril 1995, du 22 décembre 1995, du 26 juillet 1996 et du 22 février 1998) donnant droit à une réduction des cotisations sociales patronales;

- contrats successifs à durée déterminée : possibilité de prolonger un contrat à durée déterminée par un autre contrat de même type (article 10bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail), cette possibilité ne donne pas lieu à avantage financier.

(3) Avantage financier : ces informations ne peuvent donner lieu à individualisation. Dans le cas où un travailleur est concerné, il n'y a pas lieu d'indiquer le montant de l'avantage financier, sauf s'il s'agit d'un avantage forfaitaire (plan d'entreprise ou accord pour l'emploi).

(4) Nombre de travailleurs concernés par les mesures et leur traduction en E.T.P. : les dispositions relatives au renouvellement de contrats à durée déterminée peuvent éventuellement être cumulées, dans le chef d'un même travailleur, avec des mesures donnant lieu à certaines réductions de cotisations sociales. De ce fait, il n'y a pas lieu d'additionner le nombre de travailleurs concernés par ces types de mesures.

(5) Nombre de travailleurs concernés par la mesure, selon la déclaration O.N.S.S.

(6) Equivalents temps-plein (E.T.P.) : volume de travail ramené en équivalents temps-plein, à calculer pour les travailleurs à temps partiel sur la base du nombre total d'heures prestées (comme mentionné dans la déclaration O.N.S.S.), rapporté à la durée normale de travail (travailleur de référence).

(7) Voir rubrique N, cadre comptable, partie II (déductions de cotisations) de la déclaration O.N.S.S..

(8) Voir rubrique O, cadre comptable, partie II (déductions de cotisations) de la déclaration O.N.S.S..

(9) Voir rubrique P, cadre comptable, partie II (déductions de cotisations) de la déclaration O.N.S.S., à partir du 2ème trimestre de l'année 1997.

(10) Voir rubrique T, cadre comptable, partie II (déductions de cotisations) de la déclaration O.N.S.S. : part des réductions de cotisations patronales (rubrique T) relatives aux travailleurs repris sous le code BI ou B2 dans les relevés du personnel (colonne 13a, relevés A, B et Sp) : rémunérations portées en compte dans la colonne 13b des relevés, pondérées par les coefficients qui s'y rapportent (rubrique T).

(11) Nombre de travailleurs dont le contrat de travail à durée déterminée a été renouvelé et dont le nouveau contrat à durée déterminée a pris cours pendant la période de référence (trimestre ou semestre).

(12) Coût salarial total de l'entreprise : comprend le total des rémunérations brutes augmenté de l'ensemble des cotisations sociales patronales relatives à ces rémunérations et diminué du montant des déductions de cotisations sociales autorisées; ce montant peut être calculé sur la base de la déclaration O.N.S.S. (cadre comptable, récapitulatif et partie I - cotisations dues), comme suit :

Total des rémunérations brutes (à 100 %, y compris pour les ouvriers)
 + total des cotisations à payer (cadre récapitulatif - rubrique V - W)
 - montant des cotisations spéciales pour la sécurité sociale (Partie I - cadre 9)
 - montant des cotisations spéciales sur la prépension conventionnelle (Partie I - cadre 11)
 - montant des autres cotisations personnelles (partie I - cadres 1 et 2), à calculer comme suit :
 14,12 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants aux codes 010, 011, 012, 013, 014, 015, 023, 024, 025, 028, 029 et 045 (travailleurs manuels - général)
 6,02 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants aux codes 022, 026 et 027 (travailleurs manuels - élèves et stagiaires)
 13,07 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants aux codes 484, 485, 488, 489, 491, 492, 493, 495 et 496 (travailleurs intellectuels - général)
 5,57 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants aux codes 482, 486 et 487 (travailleurs intellectuels - élèves et stagiaires)
 3,55 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants au code 675 (travailleurs uniquement soumis à l'assurance soins de santé)
 13,07 % du double pécule de vacances versé aux travailleurs correspondants aux codes 439, 482, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 491, 492, 493, 495 et 496 (ensemble des travailleurs intellectuels).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 31 décembre 1998.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
 E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
 Mme M. SMET

Bijlage bij het ministerieel besluit van 31 december 1998

Statistische steekkaart (1)

In te vullen in Belgische frank (*) of in euro (*)

(*) Kruis het passend vakje aan

Naam van de onderneming :			
R.S.Z.-nummer :			
Voorlichting m.b.t. het gebruik van de tewerkstellingsmaatregelenTrimester...../.....Semester.....(1)			
Maatregelen (2)	Aantal betrokken werknemers		Financieel voordeel (3)
	Aantal (4)	VTE (4)	
1. Verminderingen R.S.Z.-bijdragen			
1.1. Bedrijfsplan	(5)	(6)	(7)
1.2. Lage lonen	(5)	(6)	(8)
1.3. Tewerkstellingsakkoorden 1997-1998	(5)	(6)	(9)
1.4. Banenplan voor langdurige werklozen	(5)	(6)	(10)
Sub-totaal			
2. Opeenvolgende overeenkomsten voor bepaalde tijd	(11)	(6)	XXXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXX
Totaal financiële voordelen			
TOTALE LOONKOST VAN HET BEDRIJF			(12)

(1) Statistische steekkaart : moet door het ondernemingshoofd of zijn afgevaardigde driemaandelijks overgemaakt worden aan de ondernemingsraad op het ogenblik dat de inlichtingen bedoeld in artikel 15, b), 1° van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven worden verstrekt (koninklijk besluit van 27 november 1973, artikel 24).

Bij gebrek aan ondernemingsraad worden de inlichtingen binnen dezelfde termijnen aan de vakbondsafvaardiging verstrekt.

Bij gebrek aan vakbondsafvaardiging worden de inlichtingen zesmaandelijks aan de werknemers verstrekt via aanplakking op dezelfde plaats als het bericht bedoeld in artikel 15 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen.

(2) Maatregelen waarover informatie verstrekt wordt :

- bedrijfsplannen : plannen tot herverdeling van de arbeid die recht geven op een vermindering van de sociale bijdragen van 37.500 frank per trimester voor elke bijkomende aangeworven werknemer (artikelen 23 tot 41 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, gewijzigd door de wet van 22 december 1995);

- lage lonen : vermindering van de sociale bijdragen m.b.t. de werknemers wiens inkomen onder 2.864 frank/dag ligt of 376 frank/uur (vermindering van 50 %, 35 %, 20 % of 10 % van de patronale sociale bijdragen, volgens het loonniveau);

- tewerkstellingsakkoorden 1997-1998 : geven recht op een vermindering van sociale bijdragen van maximum 37.500 frank per trimester voor elke bijkomende aangeworven werknemer;

- banenplan voor langdurige werklozen : banenplan ter bevordering van de aanwerving van werkzoekenden (artikelen 60 tot 66 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, gewijzigd door de wetten van 3 april 1995, van 22 december 1995, van 26 juli 1996 en van 22 februari 1998) dat recht geeft op een vermindering van de patronale sociale bijdragen;

- opeenvolgende overeenkomsten voor bepaalde tijd : mogelijkheid om een overeenkomst voor bepaalde tijd door een nieuwe overeenkomst voor bepaalde tijd te laten volgen (artikel 10bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten); deze mogelijkheid geeft geen aanleiding tot een financieel voordeel.

(3) Financieel voordeel : deze inlichtingen mogen geen aanleiding geven tot individualisering. In het geval waar één enkele werknemer betrokken wordt, is het niet nodig het bedrag van het financieel voordeel op te geven, behalve als het over een forfaitair voordeel gaat (bedrijfsplan of tewerkstellingsakkoord).

(4) Aantal door de maatregelen betrokken werknemers en de vertaling ervan in V.T.E. : de bepalingen betreffende de verlenging van de overeenkomsten voor bepaalde tijd mogen eventueel gecumuleerd worden, in hoofde van eenzelfde werknemer, met maatregelen die tot bepaalde verminderingen van sociale bijdragen aanleiding geven. Op deze manier is het niet nodig het aantal werknemers op te tellen waarop deze verschillende soorten maatregelen van toepassing zijn.

(5) Aantal werknemers waarop de maatregel van toepassing is, volgens de R.S.Z.-aangifte.

(6) Voltijds Tewerkgestelde Equivalenten (V.T.E.) : arbeidsvolume teruggebracht tot voltijds tewerkgestelde equivalenten, te berekenen voor de deeltijdse werknemers op basis van het totaal aantal gepresteerde uren (zoals vermeld op de R.S.Z.-aangifte), gerelateerd t.o.v. de normale arbeidsduur (referentiewerknemer).

(7) Zie rubriek N, boekhoudraam, deel II (verminderingen van bijdragen) van de R.S.Z.-aangifte.

(8) Zie rubriek O, boekhoudraam, deel II (verminderingen van bijdragen) van de R.S.Z.-aangifte.

(9) Zie rubriek P, boekhoudraam, deel II (verminderingen van bijdragen) van de R.S.Z.-aangifte, vanaf het tweede kwartaal van het jaar 1997.

(10) Zie rubriek T, boekhoudraam, deel II (verminderingen van bijdragen) van de R.S.Z.-aangifte : deel van de verminderingen van patronale bijdragen (rubriek T) betreffende de werknemers die in de personeelsoverzichten onder code B1 of B2 ingeschreven worden (kolom 13a, overzichten A, B en Sp) : lonen die meegeteld worden in kolom 13b van de overzichten en die in balans gehouden worden door de coëfficiënten die erop betrekking hebben (rubriek T).

(11) Aantal werknemers wiens arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd verlengd werd en wiens nieuwe overeenkomst voor bepaalde tijd gedurende de referentieperiode van start is gegaan (trimester of semester).

(12) Totale loonkost van het bedrijf : behelst het totaal van de brutolonen vermeerderd met het geheel van de patronale sociale bijdragen m.b.t. deze lonen, en verminderd met het bedrag van de toegestane verminderingen van bijdragen; dit bedrag kan op basis van de R.S.Z.-aangifte berekend worden (boekhoudraam, samenvattend deel en deel I - verschuldigde bijdragen), zoals volgt :

Totaal brutolonen (aan 100 %, inbegrepen voor de arbeiders)

+ totaal verschuldigde bijdragen (samenvattend raam - rubriek V-W)

- bedrag van de speciale bijdragen voor de sociale zekerheid (Deel I - raam 9)

- bedrag van de speciale bijdragen op het conventioneel brugpensioen (Deel I - raam 11)

- bedrag van de andere persoonlijke bijdragen (Deel I - ramen 1 en 2), te berekenen als volgt :

14,12% van de lonen m.b.t. de werknemers onder codes 010, 011, 012, 013, 014, 015, 023, 024, 025, 028, 029 en 045 (handarbeiders - algemeen)

6,02% van de lonen m.b.t. de werknemers onder codes 022, 026 en 027 (handarbeiders - leerlingen en stagiairs)

13,07% van de lonen m.b.t. de werknemers onder codes 484, 485, 488, 489, 491, 492, 493, 495 en 496 (intellectuele arbeiders - algemeen)

5,57% van de lonen m.b.t. de werknemers onder codes 482, 486 en 487 (intellectuele arbeiders - leerlingen en stagiairs)

3,55% van de lonen m.b.t. de werknemers onder code 675 (werknemers slechts onderworpen aan de verzekering gezondheidszorgen)

13,07% van het dubbel vakantiegeld gestort aan de werknemers onder codes 439, 482, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 491, 492, 493, 495 en 496 (geheel van de intellectuele arbeiders).

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 31 december 1998.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET